



Palestine : pour une analyse marxiste de la situation

Le texte que nous publions ici, est celui de la conférence de Patrick Bobulesco prononcée au Cercle Universitaire d'Études Marxistes le 16 juin 2025. Ce document, particulièrement riche, constitue un apport indispensable à tous ceux qui veulent aborder la question palestinienne d'un point de vue marxiste.

La rédaction de Communistes-Hebdo

La question de la Palestine et le marxisme¹

La présentation de la question palestinienne et de son histoire ayant déjà été présentée ici de façon très détaillée il y a moins de trois mois par Laurent de Wangen, suite à la parution de son livre² dont je recommande bien entendu la lecture, je me devais de ne pas « doubler » l'intervention de Laurent, d'où l'idée d'axer la mienne sur le rapport entre le marxisme et la question de la Palestine.

La tournure dramatique prise par l'affrontement en Palestine, l'horreur du génocide perpétré à la vue du monde entier par l'État sioniste depuis plus de vingt mois à Gaza, a déclenché des protestations et des manifestations de millions de personnes dans de nombreux pays. Cette mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien a mis chez nous en action une fraction importante de la jeunesse, qui n'a pas hésité à braver les interdictions de réunion ou de manifestation, et la répression largement pratiquée par le pouvoir notamment sous l'accusation d'"apologie du terrorisme". Ciblants des militants, des syndicalistes, des étudiants ou des intellectuels placés en garde à vue, emprisonnés et condamnés au tribunal, attaquant des collectifs de soutien à la lutte palestinienne que le gouvernement a dissous ou prétend vouloir dissoudre, cette répression étatique reflète l'engagement constant du pouvoir, des médias dominants et de la plus grande part de la représentation politique à défendre les crimes de masse commis par l'entité sioniste lors de son énième guerre contre la Palestine.

Mon propos ne sera peut-être pas exactement celui qui était annoncé dans l'invitation à cette conférence. En effet, plutôt que de me limiter à la « situation en Palestine », comme cela était annoncé, il me semble plus approprié d'essayer de revenir aux fondements même de ce qu'on peut appeler – comme le fait Henry Laurens dans sa très documentée œuvre d'historien - « la question de la Palestine ». Dans cette intervention, je vais donc tenter de m'extraire du constat largement partagé de la situation présente en Palestine pour tenter de refonder sur des bases solides, donc marxistes, une solidarité dans ce qui est, ici et là-bas, notre combat commun en vue de réaliser l'émancipation humaine.

Affirmons tout d'abord que, pour des marxistes, le soutien à la résistance palestinienne ne peut simplement relever d'un impératif moral ; d'ailleurs, comme l'explique Engels dans l'*Anti-Dühring*, il n'existe pas de loi éthique ou morale éternelle ou définitive en dehors des classes, c'est-à-dire des oppositions de classes. Et gardons en mémoire que l'émotion suscitée par la vision des victimes civiles de tel ou tel conflit, qu'elles soient du Biafra ou de Palestine, a pu parfois être instrumentalisée voire orchestrée par l'impérialisme, le nôtre en particulier, en fonction des objectifs économico-politiques qu'il poursuivait.

Pour les communistes, le soutien à la résistance palestinienne doit plutôt se fonder sur la compréhension des intérêts de classe en jeu au niveau local, régional voire mondial, c'est-à-dire sur la nature et le sens de l'opposition entre les intérêts des classes exploiteuses et dominantes, représentantes de la vieille société à abattre, et les intérêts d'avenir des exploités et des opprimés.

Saisir l'essence de la question palestinienne nécessite ainsi, selon nous, de mobiliser la méthode marxiste, afin d'élaborer une analyse matérialiste et dialectique seule en mesure de fonder solidement une position politique et une pratique, une action militante qui ne soit pas une vaine agitation dénuée de toute prise effective sur la réalité sociale. Il ne s'agit donc nullement ici d'une discussion théorique visant à confronter la situation en Palestine à des

dogmes marxistes-léninistes intangibles, mais d'un travail politique nécessaire qui doit notamment s'appuyer de façon créatrice sur les acquis de l'expérience historique.

Plus précisément, je voudrais dans cette intervention faire comprendre la centralité et le caractère stratégique de la lutte en Palestine depuis plus d'un siècle et jusqu'à nos jours.

Nous avons souvent entendu depuis plus d'un an dans les manifestation ce slogan : « Algérie a vaincu, Vietnam a vaincu, Palestine vaincra ! ». Entendre de jeunes manifestants proclamer ainsi le lien existant entre ces combats anticolonialistes révèle l'expression d'une conscience historique qui est un véritable élément d'évolution du facteur subjectif dans la jeunesse mobilisée et qui peut favoriser un bond en avant, une accélération du projet révolutionnaire.

Néanmoins, cet éveil d'une conscience radicale ne doit pas ignorer les particularités de la situation palestinienne. Ainsi, à la différence de la Révolution algérienne qui était surtout une guerre de libération nationale affrontant directement la métropole française, la Résistance nationale palestinienne a dans son fondement un caractère supranational, dépassant le cadre de la Palestine et impliquant les masses du monde arabe tout entier. La prise de conscience révolutionnaire des masses arabes est directement liée à la situation objective des Palestiniens, ce lien se révélant comme une conscience commune susceptible de transformer leur condition propre dans chacun des pays de la région.

Par ailleurs, il faut bien constater qu'au cours des années 70 du siècle dernier, c'est le centre même de la lutte entre l'impérialisme et la Révolution qui s'est déplacé de l'Indochine vers la Palestine. La victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme US, qui avait été précédée par celle contre le colonialisme français, a eu pour conséquence un déplacement du centre de gravité de la révolution : c'est le conflit en Palestine qui est devenu aujourd'hui le centre de l'affrontement direct avec l'impérialisme, le centre de transformation de la situation mondiale, le cœur d'un bouleversement des rapports de forces dans le monde.

Autrement dit, nous ne devons pas considérer les objectifs de la Résistance palestinienne au travers seul de son combat quotidien, c'est-à-dire au travers de ses succès et de ses difficultés du moment, mais nous devons prendre conscience que la Résistance palestinienne doit être comprise et doit être soutenue au travers du mouvement historique de la révolution mondiale. Et dans ce cadre, les échecs partiels et la défaite transitoire même ont toujours fait partie de la lutte, de l'expérience des peuples et de leurs avant-gardes, qui seule peut contribuer à la maturation du projet révolutionnaire.

Le marxisme n'est pas un empirisme, il ne prétend pas comprendre le présent en se limitant à ses manifestations concrètes. Sa méthode est dialectique et historique, elle a pour ambition, à partir de l'analyse la plus exacte du passé et des événements présents, de comprendre l'essence des processus afin de cerner l'avenir et les possibilités qu'il offre, afin aussi d'en tirer les enseignements stratégiques pour l'action politique et militaire.

L'analyse dialectique nie ainsi que le simple enchaînement des événements perçus par l'expérience humaine permette d'élaborer des concepts – même s'ils sont établis par la raison – qui échapperaient à la soumission et à la résignation devant la situation actuelle, ces attitudes qui incitent trop souvent au compromis, à la paralysie de l'action et finalement à l'acceptation de la domination.

L'analyse dialectique dépasse la situation qui se présente à nos sens et qui ne laisse apparaître que quelques aspects de la vérité, car elle cherche plus fondamentalement, à travers la critique de la situation existante elle-même, la relation dynamique entre les faits, les rapports complexes existant entre les phénomènes, la pluralité des aspects sous lesquels peut se dissimuler l'essence des processus sociaux. Et nous savons que les contradictions au cœur de ces processus sont le véritable moteur de l'histoire, qu'elles sont à la base de tout changement qualitatif, c'est-à-dire de toute réelle transformation de la réalité. Dès lors, au moyen de cette méthode, une pensée révolutionnaire est possible qui place au premier plan les intérêts historiques et universels de la société humaine, ceux dont les classes exploitées et les nations dominées sont porteuses, une pensée révolutionnaire capable ainsi de comprendre comment la mort peut engendrer la vie, et comment la victoire historique peut découler d'une défaite subie.

On comprend ainsi pourquoi, en Palestine et au Moyen-Orient - mais ce fut bien entendu la même chose dans toutes les entreprises coloniales et impériales -, les changements révolutionnaires sont combattus au plan idéologique par l'impérialisme et ses valets, en prétendant conférer à la réalité existante, c'est-à-dire celle du fait accompli, un caractère légal. La vérité des impérialistes repose sur les « droits » qu'ils se sont arrogés en instaurant leur domination, le plus souvent sous couvert de la « communauté internationale » des États exploiters et oppresseurs. Et lorsque cette vérité des impérialistes, c'est-à-dire celle de leurs intérêts capitalistes de rapaces, est mise en danger par l'action des masses opprimées et de leurs avant-gardes révolutionnaires, lorsque les compromis et la tromperie ne suffisent plus à préserver leur suprématie, alors la contre-révolution répond sans état d'âme par la répression génocidaire et la destruction sans limites. Tout cela a bien sûr à voir avec la Palestine et on peut affirmer que le génocide de Gaza est le révélateur de la raison impérialiste.

Contre les dérives du subjectivisme ou de la pure sensibilité, en ces temps où les coups portés au communisme accordent un sursis aux classes réactionnaires, il est donc de la plus grande importance de mettre en échec ces déviations et pour cela de nous armer en assimilant les enseignements des grands éducateurs marxistes.

Pour comprendre en marxistes le rôle essentiel que joue aujourd'hui la volonté de libération palestinienne, la force réelle de sa dynamique, nous pouvons en effet nous appuyer sur un précieux héritage théorique et politique, sur une riche tradition historique d'écrits traitant de la question nationale et des mouvements d'émancipation des peuples colonisés.

Tout d'abord, il nous faut reconnaître que la question palestinienne est l'expression de ce qu'on a appelé depuis le XIX^e siècle la question nationale, une question primordiale que les marxistes ont profondément transformée en parvenant à élaborer une théorie matérialiste et historique de la nation. En réalité, la question coloniale dont nous allons parler relève sans conteste de la question nationale, on ne peut séparer l'une de l'autre dans ce grand mouvement historique d'émancipation des peuples. De même qu'on ne peut séparer l'attitude du mouvement ouvrier envers les colonies et les nations opprimées des intérêts présents et futurs qu'il défend dans son long combat pour transformer les sociétés occidentales.

On sait que Marx a suivi de près les mouvements nationaux à son époque et s'il n'a certes pas élaboré une théorie de la nation, de même qu'il n'a pas élaboré une théorie de l'État, il a su comprendre, le premier, dans le cadre de son action pratique, le lien existant entre émancipation sociale et émancipation nationale. Il en vint même à affirmer que la clef de la question sociale en Angleterre était la question nationale irlandaise. Marx assurait à son fidèle camarade Engels qu'il ne s'agissait nullement d'une question de sympathie. Il écrivait ainsi à d'autres correspondants : **« En Irlande, la question foncière a été jusqu'à présent la forme exclusive de la question sociale parce que c'est une question d'existence, de vie ou de mort, pour l'immense majorité du peuple irlandais, et parce qu'elle est en même temps indissociable de la question nationale. »** Et il concluait cette lettre en affirmant que la tâche de l'Internationale **« est d'éveiller chez la classe ouvrière anglaise la conscience que l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question abstraite de justice et de philanthropie, mais la première condition de sa propre émancipation sociale³ »**.

Aujourd'hui, nous devons nous opposer au désintérêt voire au mépris de bien des organisations dites révolutionnaires pour la question nationale, une cause qu'elles jugent trop souvent dépassée depuis le début du vingtième siècle. Et pas seulement chez les anarchistes, adeptes des positions antinationales, s'opposant d'emblée à toute reconnaissance de l'aspiration à l'autodétermination nationale. La réalité est qu'il existe encore aujourd'hui non pas une seule, mais toute une série de questions nationales non résolues dans le cadre du système colonialiste-impérialiste. Pour les nations opprimées, le fait national n'est pas « une enveloppe vide » comme a pu l'affirmer de façon erronée la grande Rosa Luxemburg. La question kanak (et celle des autres colonies françaises) en est une manifestation, comme la question du Sahara occidental dont on a parlé au CUEM dernièrement, et bien sûr la question palestinienne. Les véritables anticolonialistes, les anti-impérialistes doivent nécessairement s'en convaincre et en tenir compte dans leur activité militante. La lutte palestinienne est bien la manifestation politique de ce fait national palestinien, il suffit d'ailleurs de constater combien ce fait national palestinien est sous-évalué, combattu, voire nié, en théorie et en pratique, pour en déduire son existence et sa réalité concrètes.

Pourtant, puisque nous évoquons les organisations qui se disent révolutionnaires, la plupart des organisations trotskistes ne reconnaissent pas le fait national palestinien, ne prenant en compte que la division des sociétés en classes. Le NPA-Révolutionnaires, par exemple, tout en proclamant avec des phrases de gauche sa solidarité avec les Palestiniens, en ne regardant ceux-ci dans les faits que comme des "victimes" du sionisme, nie et s'oppose à leurs aspirations nationales en considérant que leur lutte nationale serait une manifestation de « chauvinisme », un frein à la lutte des classes. Établissant une fausse symétrie, le NPA-R affirme ainsi que *« les dirigeants palestiniens non seulement n'ont pas lutté pour inverser cette tendance [il s'agirait de la tendance à creuser ce que ce parti appelle le fossé entre "travailleurs palestiniens" et "travailleurs israéliens"] , mais ont eux-mêmes contribué à le creuser. »* Opposé à la reconnaissance du caractère spécifique du fait national palestinien, le NPA-R est ainsi dans l'attente illusoire et mystificatrice de la construction d'une *« unité de la classe ouvrière entre les travailleurs israéliens et palestiniens »* !

Dérivant de sa défense orthodoxe du dogme trotskiste de la révolution permanente, Lutte ouvrière a quant à elle toujours affirmé son rejet puriste de la question nationale en général et des tâches de libération nationale qui en découlent. LO a par conséquent constamment manifesté son hostilité aux luttes de libération nationale, stigmatisant le « nationalisme bourgeois » de leurs directions. Si elle s'exprime publiquement contre la répression coloniale, LO fait preuve d'un internationalisme purement abstrait, qui rejette l'obligation pour les communistes de soutenir les luttes de libération nationale contre l'impérialisme, y compris le nôtre. Ce n'est donc pas par omission que LO refuse par exemple de reconnaître et de défendre le droit des Kanak à l'autodétermination (et LO se refuse d'ailleurs à parler de Kanaky, ne connaissant que la Nouvelle-Calédonie). LO prétend soutenir les peuples contre la répression ou les agressions, mais est toujours la première à condamner de façon stérile les

organisations armées qui mènent le combat. Il en va donc de même en ce qui concerne la question nationale palestinienne en particulier. En Palestine, aujourd'hui comme hier, LO, qui reconnaît certes « la guerre d'oppression et de colonisation d'Israël », refuse de reconnaître la guerre juste de libération nationale de la nation opprimée, la négation par LO de la question nationale en Palestine se traduisant par la négation de la nécessaire destruction de l'État sioniste pour qu'une Palestine libre puisse enfin réellement exister, de la Mer au Jourdain. C'est aussi la vision économiste et pessimiste habituelle de LO qui l'empêche de comprendre et de reconnaître les potentialités révolutionnaires de la question nationale palestinienne, qui pourtant sera résolue par la seule lutte de libération menée par ses organisations combattantes.

Le marxisme, il est vrai, nous enseigne que « la "question nationale" sert des intérêts divers, prend des nuances diverses, suivant le moment où elle se pose, et suivant la classe qui la pose⁴ ».

Ainsi, à l'époque de l'impérialisme, la question nationale s'est transformée, de question particulière de la lutte contre l'oppression nationale, en question générale de l'affranchissement des nations coloniales et semi-coloniales. De ce fait, la conception bourgeoise du droit des nations à disposer d'elles-mêmes a dû prendre à notre époque un sens nettement révolutionnaire, elle doit désormais être posée sur le terrain révolutionnaire de la lutte ouverte contre l'impérialisme.

À l'époque de la II^e Internationale, il était hors de question de parler sérieusement de l'émancipation des colonies, que la plupart des socialistes considéraient de fait comme indispensables au maintien de la « civilisation », celle de l'Occident bourgeois par définition. La question nationale, réservée aux nationalités de l'Europe, et la question coloniale étaient séparées. Celle-ci n'était l'objet d'aucune action politique concrète. Au mieux, la question nationale dans les colonies était censée se résoudre « naturellement » par des réformes dans le cadre du capitalisme ou par l'assimilation d'une élite de colonisés. Les idéologies de l'universalisme bourgeois et de l'humanisme de la Raison ont ainsi marqué bien des attitudes du vieux mouvement ouvrier, mais on peut encore aujourd'hui en retrouver les traces, surtout lorsqu'il s'agit de désigner comme cible principale l'obscurantisme religieux.

À l'époque de l'impérialisme, stade ultime du capitalisme tel que l'a défini Lénine, les marxistes authentiques ont pourtant réussi à formuler la théorie permettant au prolétariat révolutionnaire de rattacher la question coloniale à la question nationale, de dépasser les divisions nationales et de fonder un internationalisme conséquent. Le nouveau cadre théorique fourni par le léninisme permit de comprendre la relation essentielle existant entre le pouvoir du capital et l'asservissement économique et politique des nations dominées, des colonies. En même temps, la théorie de l'impérialisme permettait de déterminer où se situait le maillon faible de la chaîne impérialiste afin d'y faire progresser la révolution. Les communistes du premier État socialiste ont donc été les premiers à mettre en lumière la liaison du problème national avec celui de l'émancipation des peuples des colonies, à mettre en avant le mot d'ordre du droit des colonies à se séparer des métropoles, à former des États indépendants. Et ce véritable internationalisme, celui du mouvement communiste, ne pouvait rester formel et purement verbal : l'Internationale communiste, la III^e Internationale dicta ainsi à ses sections des métropoles impérialistes, dans sa 8^e condition adoptée à son II^e congrès en 1920, l'obligation de mener et de diriger la lutte anticoloniale, puisque la victoire du prolétariat dans ces métropoles ne pouvait être solide sans la destruction du rapport colonial, sans l'affranchissement des colonies et des nations opprimées qui ne devait pas être vu comme un horizon lointain.

La direction soviétique et le Komintern argumentaient que même si telle ou telle lutte nationale n'avait pas encore eu le temps de se libérer des influences nationalistes bourgeoises, ne s'était pas encore dégagée des conceptions de l'ancien mouvement bourgeois d'émancipation nationale, l'important était qu'il s'agissait dorénavant et stratégiquement d'une lutte contre le système de l'impérialisme, mettant parfois en action des forces insoupçonnées, et que ce mouvement historique devrait inmanquablement aboutir à son terme logique.

Immédiatement après le II^e congrès de l'Internationale communiste qui pour la première fois établit la distinction entre nations oppressives et nations opprimées, l'IC réunit à Bakou, en Azerbaïdjan, du 31 août au 7 septembre 1920, le Premier congrès des peuples de l'Orient auquel participèrent plus de 2000 délégués de 37 nationalités, dont plus de 600 sans-parti. Des déclarations sur le sionisme et la Palestine furent présentées au congrès mais, faute de temps, ne purent être lues dans une séance. Ils furent seulement annexés au procès-verbal et ne figurent pas dans le compte-rendu sténographique publié en français.

Si le rapport du mouvement ouvrier et de ses organisations aux révolutions anticoloniales a progressivement été dégradé dans notre pays, un pays où s'est développé dans la métropole un fort parti communiste mais un pays qui conserve pourtant encore de beaux restes de son grand empire colonial, il faut affirmer la nécessité de restaurer cette cohérence fondamentale, non pas encore une fois au nom de principes moraux, non pas pour revenir de manière extra-historique à une tradition désirable, mais bien pour contribuer, dans une conjoncture déterminée, à l'action consciente des protagonistes sociaux pour transformer le monde.

Les communistes, il est vrai, ne peuvent soutenir tout mouvement national, toujours et partout, dans chaque cas particulier et concret : ils appuient clairement ceux des mouvements nationaux qui tendent à renverser

l'impérialisme, ou du moins à l'affaiblir, et non ceux qui ont pour effet de le perpétuer ou de le consolider. La question des droits des nations opprimées ne peut en effet être vue comme un problème isolé, se suffisant à lui-même ou tributaire de la « communauté internationale » ; c'est en réalité une partie de la question générale de la révolution, subordonnée à l'ensemble du processus révolutionnaire et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble de son cours. Comme dans tout conflit, la question, au fond, ne peut être celle de savoir qui est l'agresseur et qui est l'agressé, car le soutien à « l'agressé » ne peut être automatique mais doit dépendre, directement ou indirectement, de l'analyse marxiste des intérêts généraux du camp de la révolution.

C'est en ce sens que les marxistes doivent considérer la question de la Palestine, une question nationale comme nous venons de le voir et une question coloniale, le colonialisme n'étant de nos jours selon nous qu'une forme spécifique de l'impérialisme global, et la barbarie sioniste n'étant au fond qu'un maillon dans la chaîne de la barbarie impérialiste.

Soyons plus précis : ce que l'on désigne le plus souvent comme « la Résistance palestinienne » n'est pas seulement une lutte de libération nationale qui s'inscrit dans l'histoire déjà longue des peuples qui ont cherché à s'émanciper du système colonialiste-impérialiste pour conquérir leur libération, mais nous devons comprendre qu'elle constitue surtout une lutte d'intérêt stratégique mondial car – à la différence d'autres luttes de libération nationale se déroulant actuellement ailleurs sur la planète – elle présente un caractère spécifique, déterminé par la nature et le rôle assigné à son ennemi, l'entité sioniste. Cet ennemi n'est pas seulement un État colonial, résultat d'une colonisation de peuplement (installée par la SDN et l'ONU en violation du principe du droit à l'autodétermination du peuple autochtone qu'elles affirmaient défendre), un État colonial qui n'aurait été créé que pour l'extorsion des ressources locales, cet ennemi n'est pas seulement un État de domination ethno-raciale sur le peuple palestinien traité comme une sous-humanité et qu'il s'efforce d'expulser de sa terre et même de faire disparaître en le déshumanisant. L'État sioniste est plus spécifiquement un État qui, né des entreprises de l'impérialisme britannique (et français), est devenu un instrument essentiel de ce que certains qualifient à juste titre de « projet capitaliste-impérialiste de fragmentation-domination du Moyen-Orient », une véritable colonie non pas d'une métropole unique, mais une colonie collective des puissances occidentales, de l'ensemble des métropoles impérialistes dont il gère les intérêts communs dans toute cette région, carrefour géostratégique entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe, sans qu'elles aient en général besoin d'une domination directe. Comme l'a écrit fort justement Saïd Bouamama, *« le Moyen-Orient est par cette situation géostratégique un condensé des contradictions mondiales. [...] C'est ce qui fait, hier comme aujourd'hui, le drame du peuple palestinien, mais aussi la grandeur de sa résistance. C'est aussi ce qui confère une centralité anti-impérialiste mondiale à la lutte du peuple palestinien. »*⁵ En d'autres termes, l'État sioniste est le dispositif avancé de l'Occident impérialiste au Moyen-Orient, clé de sa domination mondiale. La question palestinienne ne doit donc pas seulement être vue comme l'affrontement d'un peuple avec son ennemi direct, le sionisme, mais elle est avant tout le combat stratégique d'un mouvement de libération nationale qui, dans un rapport de forces déséquilibré – comme cela a d'ailleurs toujours été le cas dans l'histoire pour les autres mouvements de libération –, doit vaincre un ennemi armé et soutenu par tout le collectif impérialiste occidental et ses alliés régionaux arabes. Je ne crois pas, comme certains l'avancent en n'observant qu'une partie de la situation du moment, que la machine de guerre sioniste serait devenue sa propre fin ou que cette machine de guerre coloniale ne répondrait plus à ses commanditaires. L'essentiel est plutôt que tout échec, tout affaiblissement même de l'opresseur sioniste constitue un recul de la domination impérialiste au niveau mondial, toute avancée de la cause palestinienne constitue un point d'appui à la lutte anti-impérialiste au niveau mondial. C'est pourquoi le soutien à la Palestine n'est pas seulement le soutien à une cause juste ou une question de prise de parti sur une lutte qui nous serait extérieure.

La dénonciation sincère et indignée des crimes de masse, voire du génocide, commis par l'armée israélienne aux ordres du pouvoir politique ne peut suffire à dissiper certaines illusions sur le contexte dans lequel agit la Résistance palestinienne. Laurent de Wangen a rappelé ici les racines anciennes du sionisme et sa longue pratique suprématiste et expansionniste. J'insisterai quant à moi sur un point : qu'il soit de droite ou de gauche il n'y a qu'un seul sionisme oppresseur, et le soutien véritable et conscient à la cause palestinienne, au mouvement de libération nationale palestinien, exige non pas seulement la condamnation de l'État sioniste, mais la remise en cause légitime de son existence même, c'est-à-dire de son existence juridique en tant qu'État dont la seule légalité repose sur l'ordre international issu de l'accord des grandes puissances, sur un ordre juridique qui n'est en général que la perpétuation de la domination de celles-ci. Pour nous, marxistes, il n'est pas étonnant de constater que la bourgeoisie internationale considère le coup de force de la création et l'existence même de l'État sioniste comme un « fait historiquement acquis » et donc intangible puisque de la même façon, pour elle, le capitalisme est un « fait historiquement acquis » et donc intangible. Mais l'histoire, les marxistes le savent bien, est l'histoire que font les humains, divisés en classes, et ce sont justement les luttes de classes, au niveau national comme international, qui peuvent renverser les classes dominantes et détruire du même coup ces « faits historiquement acquis » sur lesquels se fondaient leur pouvoir.

À tout moment, les communistes doivent conserver leur indépendance de pensée et d'action en évitant de dépendre de décisions prises par telle ou telle cour internationale déclarant « disproportionnée » voire illégale telle ou telle action de l'État sioniste ; plus encore, ils doivent se garder de se mettre à la remorque de leur propre gouvernement lorsque celui-ci estime – éventuellement en compétition avec d'autres bandits - que l'action du gouvernement de l'État sioniste ne va pas dans le sens souhaité pour défendre ses intérêts particuliers dans la région.

Je vais maintenant m'arrêter de façon critique sur quelques particularités du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien dans notre pays.

Je voudrais tout d'abord faire remarquer que même ce mot d'ordre de « solidarité avec le peuple palestinien » peut parfois être exprimé de manière si générale qu'il révèle en fait le souci de ne pas se compromettre en proclamant clairement son soutien à la direction de son mouvement de libération nationale. Bien sûr, il n'y a pas aujourd'hui à notre connaissance de parti communiste à la tête de ce mouvement. Le front très large qui, à Gaza en particulier, organise et dirige le combat militaire est formé, on le sait, d'organisations très diverses dont certaines sont marxistes, mais aux positions politiques contradictoires. C'est un état de fait sur le terrain sur lequel nous pouvons réfléchir et dont nous pouvons discuter, mais qu'il ne nous appartient pas de changer depuis notre position de soutiens extérieurs.

La France est un pays dans lequel l'anticolonialisme fut pour le moins ambigu et limité à un rationalisme émancipateur de l'exportation des droits de l'homme. Quand il a existé, l'anticolonialisme du mouvement ouvrier s'est la plupart du temps limité à la dénonciation purement verbale des crimes de la colonisation. On connaît bien la lente et faible pénétration de la théorie marxiste en France, les réticences à se défaire totalement du proudhonisme qui niait la question nationale "au nom de la révolution sociale". Cette histoire explique entre autre les limites chez les militants communistes eux-mêmes d'une vision purement politique de l'impérialisme, qui a entravé la prise en compte et la compréhension de son essence économique.

Ne soyons pas caricaturaux : au siècle dernier, certaines traditions du mouvement ouvrier de notre pays, plus ou moins correctes et plus ou moins dégagées des influences démocratiques bourgeoises, telles que la solidarité avec les opprimés, l'idée émancipatrice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'affirmation des grands principes de justice et d'égalité ou la lutte contre les menaces de guerre purent tout de même, à de plutôt rares moments privilégiés, s'affirmer avec suffisamment de force pour fonder une réelle action anticoloniale et anti-impérialiste. Néanmoins, il nous faut reconnaître en marxistes que l'intégration au système capitaliste d'au moins une fraction de la classe ouvrière, sa couche supérieure constituant l'« aristocratie ouvrière » corrompue par les surprofits impérialistes, est un facteur essentiel pour rendre compte de la faiblesse de l'action révolutionnaire anticoloniale.

La gauche française – je parle bien des organisations politiques, non pas de la « communauté juive » - a largement contribué dans le passé à alimenter chez les militants et dans l'opinion publique une image mythique du sionisme, propageant la légende héroïque du bâtisseur blanc d'une « miraculeuse » société émancipée face à une masse hostile et menaçante d'Arabes ou de Bédouins non civilisés. S'opposant en parole aux « ultranationalistes » et à la seule « tendance fasciste » du sionisme, les socialistes français ont dans les faits accordé à cette idéologie réactionnaire un brevet de socialisme tout en soutenant constamment le projet ethnique de « foyer juif » et uniquement juif, pourtant diamétralement opposé à leurs principes démocratiques et laïcs affichés.

Cette incapacité politique d'une gauche si peu anticoloniale, marquée par l'idéologie bourgeoise universaliste, républicaine et laïque s'est reflétée dans l'épanouissement d'un discours essentialiste anti-arabe ou anti-musulman qui interdisait et interdit encore aujourd'hui de reconnaître l'autonomie politique du peuple palestinien dans son combat pour ses légitimes droits nationaux contre un sionisme généralement plutôt décrit comme un acteur du progrès au sein d'un Moyen-Orient considéré comme arriéré. Le soutien à l'État juif contre l'Arabe palestinien avait aussi comme vertu de surmonter le recul de la France impériale dans l'Orient arabe face à son concurrent britannique tout aussi impérialiste, voire de prendre une revanche contre les barbares insoumis qui l'avaient chassée de ces territoires, comme allaient bientôt le faire les moudjahidines algériens.

Dans l'après-Deuxième guerre mondiale, c'est toute la société française qui s'est ainsi ralliée collectivement à la cause du sionisme. Mais particulièrement, le sentiment moral de culpabilité engendré par le génocide des juifs européens a permis au discours sioniste de se diffuser, y compris dans ses affirmations les plus à droite, jusque dans l'intelligentsia de gauche. Socialistes et communistes vont ainsi exprimer publiquement leur solidarité avec l'État juif proclamé en mai 1948 et saluer « *la lutte héroïque du peuple juif* » pour « *libérer la Palestine* ».

La IV^e République, avec ses gouvernements successifs dans lesquels la SFIO jouissait d'une influence déterminante, menait on le sait une politique pro-sioniste constante, une véritable alliance dont les fondements étaient tout à la fois idéologiques et stratégiques. Pour les socialistes et leurs comparses, ils ne s'en cachaient nullement, l'entité sioniste représentait une véritable sentinelle de l'ordre impérialiste au cœur d'un monde arabe qui tendait alors à s'unifier autour d'un nationalisme anti-occidental et dans lequel l'aspiration à la décolonisation se répandait parmi les masses populaires.

Après la guerre de 1967, si on constate enfin une reconnaissance tardive de la « question palestinienne », qui semble dès lors apparaître à une partie de la gauche, la fixation sur les territoires palestiniens occupés à la suite de cette guerre contribue à dénaturer le sens de la lutte en acceptant au fond la division artificiellement instaurée des Palestiniens entre « ceux de 1967 » et « ceux de 1948 », comme si, étant du même peuple, ils n'affrontaient pas tous le même ennemi sioniste. Par ailleurs, aujourd'hui encore, lorsqu'elle prétend prendre la défense des droits des Palestiniens, la gauche française met toujours en avant les résolutions de l'ONU. Or, si le droit international inspiré par les grandes puissances condamne, de manière toute formelle, l'occupation de territoires conquis par la force, il oblige en même temps à la reconnaissance du fait accompli de l'État sioniste sans aucune reconnaissance explicite des légitimes droits nationaux palestiniens. Ainsi, quand cette gauche plaide en faveur de *l'« instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient »*, elle ne répond nullement aux exigences d'une vraie solidarité avec le combat du peuple palestinien et elle abdique ses responsabilités en tant que membres d'une des puissances impérialistes qui entendent maintenir cette région sous leur joug.

Je n'ai pas la possibilité de discuter aujourd'hui en détail des positions du Parti communiste à l'égard de la cause palestinienne, qu'il faut évidemment rattacher au rapport qu'a eu ce parti dans l'histoire avec l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme, une question de la plus grande importance que d'autres ont traitée avec sérieux par ailleurs. Disons rapidement que dans les dernières décennies le PCF a évolué comme le reste de la gauche institutionnelle : il est donc passé de sa position pro-sioniste de l'après-guerre à une prise en compte officielle de la question palestinienne, mais une prise en compte biaisée puisqu'il omet de traiter clairement la cause palestinienne comme une question nationale, ainsi que le marxisme l'exige comme nous l'avons vu, une question nationale qui ne se réglera pas par la soi-disant intervention d'une communauté internationale à la remorque des puissances impérialistes mais par une lutte de libération prolongée, utilisant l'ensemble des moyens à sa disposition, la lutte armée au premier chef.

De manière générale, la vision du peuple palestinien qui s'impose au fur et à mesure qu'un courant de solidarité grandit en France est en fait celle, réductrice, d'un peuple victime d'une domination injuste et non celle d'un peuple luttant pour sa libération. Ce statut de victime tragique joue sur l'émotion mais, nous l'avons dit, contribue peu à comprendre l'essence de la « question palestinienne ». La résistance en Palestine est d'ailleurs louée tant qu'elle en reste à des formes pacifiques, la gauche française ayant cette fâcheuse prétention de vouloir décider à la place des peuples et de leurs avant-gardes des formes de lutte à employer pour se défaire du colonialisme, du moment à saisir pour déclencher l'offensive et des alliances qu'il convient de passer pour vaincre.

En conclusion, fortement handicapé par la faiblesse historique à gauche de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme en France, si un large courant de solidarité avec le peuple palestinien a pu tout de même se développer, ce soutien est resté très dépendant d'une rhétorique surtout humanitaire, d'une unique dimension morale, d'une sympathie pour un peuple martyr et d'une compassion qui fait siennes les souffrances du peuple palestinien mais peine à comprendre les racines politiques profondes de l'entreprise sioniste de conquête de la Palestine. La véritable solidarité avec le peuple palestinien exige d'abandonner cette vision passive et victimaire pour le reconnaître comme un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

1 e texte est celui de la conférence donnée au Cercle Universitaire d'Études marxistes par Patrick Bobulesco. Sa vidéo est disponible sur le site du Cuem : https://https://www.cuem.info/?page_id=1507

2 Laurent de Wangen, *La question palestinienne en 100 dates: 1917 à 2024*, KA Éditions, 2024

3 Karl Marx, *Lettre à Siegfried Meyer et August Vogt, 9 avril 1870*

4 J. Staline, « Comment la social-démocratie entend-elle la question nationale ? », [1904] *Œuvres*, Éd. Sociales, 1953, T. 1, p. 40.

5 Saïd Bouamama, *Manuel stratégique de la Palestine et du Moyen-Orient : au cœur des contradictions du monde*, Investig'Action, 2024, p. 15.